

*Les subsides*

A une certaine époque, quelques-uns des ministres d'en face répondaient sincèrement et directement à nos questions, mais maintenant, ils sont tous aussi fuyants les uns que les autres. Le gouvernement nous a littéralement submergé de mesures mal conçues, mal rédigées et mal à propos.

Il y a un an, la sonnerie a retenti à la Chambre pendant deux semaines. C'était la première fois que le Parlement montrait son exaspération et son amertume devant la façon désinvolte dont il est traité. Le gouvernement a exigé alors que nous approuvions sagement un projet de loi énergétique qui ne contenait pas moins de douze mesures distinctes. Il y avait bien longtemps que l'on n'avait pas témoigné autant de mépris pour le Parlement.

Nous avons vu le gouvernement présenter ses exposés budgétaires avec désinvolture et les réviser alors que l'encre n'était pas encore sèche. Il a aussi présenté des budgets uniquement pour rectifier les énormes erreurs contenues dans les précédents. Nous avons eu un projet concernant le tarif du Corbeau manifestement conçu à la hâte. Ce projet a ensuite été modifié avant que nous ne puissions l'examiner vraiment et il vient d'être modifié encore une fois.

Toutes ces mesures sont éphémères. Pourtant, le Parlement n'est pas un petit bistrot où le menu change toutes les demi-heures. Il doit s'occuper des affaires de l'État. Nous avons vu des journées réservées à l'opposition nous être retirées à la toute dernière minute par un gouvernement qui ne recule devant rien. Les affaires publiques n'ont jamais été aussi mal organisées, conçues et présentées que sous le gouvernement actuel.

**M. Smith:** Que dire de ce qui s'est passé en décembre 1979?

● (1120)

**M. Nielsen:** Qu'attend-il du Parlement? Qu'il abdique complètement? C'est ce que le gouvernement souhaiterait.

Quelle que soit l'opinion du premier ministre (M. Trudeau) à l'égard des parlementaires, le Parlement n'en fera rien, à moins, bien sûr, que le gouvernement ne fasse comme celui du Ghana, peu après l'avènement de cette nouvelle démocratie qui prétendait imiter Westminster. Comme le gouvernement ghanéen n'aimait pas l'opposition, il l'a abolie et il a jeté en prison la moitié de ses députés. Cela n'arrivera pas chez nous.

Le gouvernement profite également de la lenteur et de la complexité de ses interventions pour faire fi du Parlement, de ses traditions et de sa détermination à préserver les libertés des Canadiens. Jamais encore nous n'avons eu de gouvernement aussi interventionniste. Avec sa politique centralisatrice il a imposé au Parlement toutes sortes de manigances et de chipotages absolument inadmissibles.

A cause de son inertie et de sa propension incurable à brouiller les pistes, nous avons perdu un temps précieux à lui arracher la pénible vérité au sujet de l'entente conclue clandestinement entre un ancien ministre et son collègue, dans l'affaire Gillespie. Un autre ancien ministre libéral a trempé dans une sordide affaire, maintenant devant les tribunaux. Le président d'une grosse société de la Couronne a également fait l'objet d'une enquête. Chaque fois, le gouvernement a refusé au Parlement les renseignements auxquels il a droit. Comme d'habitude, il a cherché à camoufler la vérité.

Malgré le relent de corruption qui émane du gouvernement, on continue à faire le silence sous prétexte que l'enquête est en cours. Cette corruption qui mine le parti libéral n'est certainement pas pour rehausser son prestige.

Cette situation scandalise et déçoit certains députés d'en face autant que nous. Ce sont d'honnêtes députés. Ce sont des parlementaires intègres et travailleurs, profondément respectueux du Parlement et de ses traditions, qui sont scandalisés et sidérés de voir comment le gouvernement dégrade le Parlement. Ils sont inquiets, tout comme nous, devant le gouvernement parallèle créé par le premier ministre, ce gouvernement fantoche dirigé par ses valets qu'il a catapultés à de hautes fonctions pour mettre en œuvre son idéologie personnelle. Il s'agit d'un sous-gouvernement, selon l'expression du vérificateur général. Le réseau tentaculaire de sociétés et organismes de la Couronne, de holdings et de sociétés semi-privées dirigés à partir du cabinet du premier ministre menace la liberté de notre pays. Le premier ministre tente de réaliser, en douce, ce qu'il ne peut pas faire au vu et au su de tout le monde.

Le Parlement l'empêche de socialiser notre pays contre la volonté du peuple. Il essaie donc de parvenir à ses fins par des moyens détournés en utilisant les deniers publics et en employant des hommes entièrement à sa solde. Le premier ministre a plus de favoris que n'en avait Louis XIV, et il a donné à chacun d'entre eux un petit royaume à gouverner aux frais du contribuable.

Il est vrai qu'ils finissent par soumettre ces questions au Parlement, mais quand il est trop tard. Que ferons-nous des 1,400 stations-service? Nous pourrions peut-être y faire travailler les laquais des libéraux, après les prochaines élections.

Ce gouvernement s'est distingué par son mépris et son manque total de respect et d'égard envers le Parlement. Il l'a relégué à l'arrière-plan, que ce soit à l'occasion du budget avec lequel le ministre des Finances (M. Lalonde) a fait le pitre devant les caméras de télévision ou des tergiversations du premier ministre au sujet de questions internationales fort complexes et touchant les Canadiens de très près.